



Province et Arrondissement de Liège  
Commune d'Esneux  
Place Jean D'Ardenne, 1  
4130 Esneux

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Séance du 22 décembre 2022

SÉANCE PUBLIQUE

**Sont présents :** Madame IKER Laura, Bourgmestre-Présidente;  
Monsieur MARLIER Bernard, Monsieur CALVAER Adrien, Madame GOBIN Pauline,  
Madame FLAGOTHIER Anne-Catherine, Monsieur GEORIS Pierre, Membres du Collège  
communal;  
Monsieur METELITZIN Steve, Président du CPAS;  
Monsieur VEILLESSE Michel, Monsieur CREPIN Michel, Monsieur LAMALLE Philippe,  
Madame MORREALE Christie, Madame DISTER Anne, Monsieur JEGHERS Pierre,  
~~Madame ARNOLIS Carole~~, Monsieur HARDY Jérôme, Monsieur PERET Jérémy,  
Monsieur ROUSSEL François, ~~Madame LABASSE-JACQUE Claudine~~, Monsieur STERCK  
Philippe, Monsieur AIRO-FARULLA Fabian, RIGAUX Vincent, LEGRAND-REVELARD  
Magali, RENOTTE Nathalie, Conseillers;  
Monsieur KAZMIERCZAK Stefan, Directeur général.

**9. Centimes additionnels au précompte immobilier - Fixation pour l'exercice 2023 (Article  
040/371-01) - MB**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles 41, 162 et 170, §4, de la Constitution ;  
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-30,  
L1331-3 et L3122-2, 7 ;  
Vu les articles 249 à 256 et 464 du Code des impôts sur les revenus ;  
Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de  
taxes régionales wallonnes ;  
Vu le décret wallon du 17 décembre 2020 ratifiant la décision du report du transfert à la Région wallonne  
du service du précompte immobilier ;  
Vu la circulaire budgétaire du 20 juillet 2022 relative à l'élaboration des budgets communaux de la  
Région wallonne à l'exception des communes de la Communauté germanophone pour l'année 2023 ;  
Vu la note de synthèse explicative établie conformément à l'article L1122-13, § 1, al. 2 du Code de la  
démocratie locale et de la décentralisation et reprise au dossier sous observations ;  
Considérant que la Commune doit se doter des moyens financiers nécessaires afin d'assurer l'exercice de  
ses missions de service public ;  
Considérant que le niveau général des dépenses de dette, de personnel et de fonctionnement par habitant  
de la Commune d'Esneux est déjà inférieur à la moyenne des communes similaires et que, sauf à  
diminuer le service à la population, une diminution sensible de celles-ci n'est pas envisageable ;  
Considérant que la Commune n'a que peu d'influence sur la plupart des dépenses de transfert ;  
Considérant dès lors que le maintien du taux des centimes additionnels est nécessaire à l'équilibre  
structurel du budget communal ;  
Considérant que le revenu moyen actualisé imposable à l'impôt des personnes physiques a diminué de  
1,63 % entre 2014 et 2018 (dernières données disponibles) ;  
Considérant que le revenu cadastral, base taxable du précompte immobilier, augmente avec la  
construction d'immeubles et ne peut donc, en dehors de dégrèvements pour non productivité, diminuer ;  
  
Considérant que pour assurer durablement l'équilibre budgétaire il est nécessaire d'appuyer le budget  
communal sur des recettes stables ;  
Considérant dès lors que le choix d'agir sur le taux des centimes additionnels au précompte immobilier  
est la meilleure solution ;  
Considérant qu'il y a lieu de fixer les centimes additionnels afin que le SPF finances puisse percevoir les  
taxes ;  
Considérant que le rendement estimé de ladite taxe s'élève à 4.194.311,487€ pour l'exercice 2023

(courrier du SPW du 3 novembre 2022) ;

Vu la communication du dossier au directeur financier faite en date du 13 octobre 2022 conformément à l'article L1124-40 §1, 3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'avis favorable, du Directeur financier, joint au dossier ;

Après en avoir délibéré ;

ARRÊTE par 12 voix pour, 0 voix contre et 9 abstentions;

**Article 1** : Il est établi pour l'exercice 2023, 2.700 centimes additionnels communaux au précompte immobilier.

**Article 2** : Le recouvrement de cette taxe sera effectué par le Service public de Wallonie comme le prescrit le Code des Impôts sur les Revenus et le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

**Article 3** : La présente délibération sera publiée conformément aux dispositions des articles L1133-1 à 3 du CDLD et sera mise à exécution après sa transmission au Gouvernement wallon.

Par le Conseil communal,

Le Directeur général,  
(sé) Stefan **KAZMIERCZAK**

La Bourgmestre,  
(sé) Laura **IKER**

Pour expédition conforme,

La Directrice générale f.f.,  
Sophie **MONTREUIL**



La Bourgmestre,  
Laura **IKER**